

# Solidarité de classe contre les exploités

La position officielle actuelle de la CGT va jusqu'au bout de la stratégie qui consiste à vouloir améliorer la société par voie de mesures législatives. Le catalogue de revendications adopté au sujet notamment de la question du chômage est un concentré de cette démarche. C'est le cas en particulier en ce qui concerne la perspective d'une "sécurité-emploi" qui devrait être **garantie par les employeurs**.

## Des syndicats qui brandissent des miroirs à alouettes

En effet, la CGT propose un "nouveau statut du travail salarié" par lequel "tout salarié aurait la garantie [entre autre] de la pérennité de son contrat de travail, y compris quand la boîte ferme, quand il y a un plan de licenciement etc.". **La réalisation de cette mesure signifierait que les employeurs, représentants des capitalistes, se feraient les exécutants d'un principe totalement contraire au fonctionnement du système capitaliste.** Celui-ci est basé sur l'obtention du maximum de profit, c'est-à-dire l'exploitation sans limites des ouvriers créateurs de valeur et de plus value. L'emploi, dans le cadre du système capitaliste, est conditionné par cet objectif, et lorsque périodiquement des situations de crise empêchent qu'il puisse être réalisé au plan de certains secteurs ou de l'économie globalement, les capitalistes jettent à la rue les travailleurs devenus inutiles.

**Ce constat n'a rien de défaitiste. Bien entendu, la classe ouvrière sera au bout du compte victorieuse dans la lutte pour son émancipation politique et économique.** Mais dans le cadre du système politique actuelle, les mesures législatives ont un champ limité. Ils ne peuvent avoir d'autre portée que celle d'intervenir à travers les mécanismes du marché capitaliste et de donner plus de poids aux ouvriers dans leur

résistance au degré l'exploitation, que les capitalistes tentent d'accroître toujours plus.

Ainsi il faut effectivement revendiquer des mesures législatives qui favorisent l'élévation du niveau des salaires, la diminution du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, bref, tout ce qui fait pencher la balance du rapport de forces sur le marché du travail, où les travailleurs vendent leur force de travail, en faveur de ces derniers.

Or **un objectif revendicatif tel que la garantie de l'emploi soi-disant assurée par une loi votée et appliquée par un gouvernement qui accepte pourtant le règne du capital, c'est un objectif dont la réalisation nous file inmanquablement entre les doigts. C'est un mauvais objectif.**

**Proposer une telle perspective, c'est aussi trompeur que de consoler un lion en cage par la promesse illusoire de faire entrer la vaste savane toute entière, faune et flore comprise, dans sa cage, plutôt que de l'inciter à briser les barreaux.**

## L'hypocrisie du "non-projet" politique

Pour justifier cette orientation, ses défenseurs affirment que la CGT, étant une organisation syndicale, n'a pas de projet politique. **C'est un argument factice puisque les demandes formulées vis-à-vis du législateur forment bel et bien un ensemble de mesures censées concrétiser un projet politique. Seulement ce projet consiste à modifier le fonctionnement de la société capitaliste de manière à la rendre "acceptable" pour ses victimes.**

.../...

.../...

Bref, toute cette mise en scène constitue un écran de fumée qui détourne les travailleurs d'une lutte véritablement dirigée contre l'exploitation capitaliste. Sous prétexte de partage des rôles entre syndicats (la CGT) et partis politiques (la "gauche plurielle") on veut nous imposer un projet politique qui officialise le réformisme.

## **Solidarité de classe avec les travailleurs licenciés**

C'est la situation actuelle, d'aiguïsement des contradictions inhérentes au capitalisme, qui favorise ce type de confusion. A mesure que le chômage touche non pas seulement, ici et là, une petite partie du personnel d'un atelier, mais l'ensemble des effectifs d'un ou plusieurs sites, l'échelle de la solidarité directe et immédiate entre collègues de travail est dépassée. Face à cette situation, se tourner vers les "politiques", les "gouvernants" pour qu'ils décrètent du haut de leur tribune ce que les humbles travailleurs se sentent incapables d'obtenir, constitue en fait une (non-)solution de facilité.

**En réalité, pour riposter aux suppressions de postes de grande envergure auxquelles nous sommes exposés dans la période actuelle, c'est encore et toujours la solidarité de classe entre travailleurs qu'il faut mettre en œuvre, à l'échelle appropriée, c'est-à-dire nationale voire internationale.** Il faut réaliser la solidarité au sein de la classe ouvrière, de la part de ceux qui ont un travail envers ceux qui sont soumis aux licenciements.

En effet, que les travailleurs d'un établissement dont la direction a d'ores et déjà annoncé la fermeture, se mettent en grève n'a guère d'effet préjudiciable pour l'employeur. Il n'est pas moins vrai qu'une action de grève paralysant la production là où elle est profitable pour les capitalistes, constitue toujours une arme essentielle et efficace pour la classe ouvrière.

La situation est sans doute marquée par un rapport de forces extrêmement défavorable du point de vue des travailleurs. Il est dès lors com-

préhensible que dans leur confrontation avec les employeurs les travailleurs puissent être acculés de différentes manières au désespoir. Il ne suffit évidemment pas de lancer un appel à la solidarité pour qu'il soit suivi d'effets. Cependant la seule issue vers une offensive dans la lutte de classe passe par l'approfondissement de la solidarité combattante au plan de la classe ouvrière prenant conscience de ses intérêts de classe, au-delà des intérêts partiels de quelques-uns (même nombreux).

N'en déplaise aux partisans de l'intervention "citoyenne", une telle solidarité de classe n'a pas pour point de mire la convergence vers le temple de l'Assemblée nationale bourgeoise, mais la riposte effective dans l'action face aux exploités, c'est-à-dire les employeurs et les détenteurs des capitaux, propriétaires des moyens de production.

## **Résister aujourd'hui pour préparer d'autres luttes**

Il reste que l'abolition du capitalisme nécessite un bouleversement politique. Celui-ci sera cependant d'une toute autre nature que ce que nous proposent les syndicats réformistes.

Les objectifs politiques concernés ne pourront pas prendre la forme de revendications adressées aux gouvernements élus, certes, par les travailleurs mais agissant sur la base de la domination de la bourgeoisie. Leur réalisation devra être prise en charge par la classe ouvrière elle-même à travers une force politique qui les représente non pas dans ce système mais à son encontre.

**Le chemin à parcourir est encore long. En attendant ces changements plus fondamentaux, commençons aujourd'hui en nous défendant contre les salaires de misère et la mise au chômage, par une lutte résolue délaissant les bavardages pseudo-démocratiques.**

Un militant syndical CGT

Octobre 2001